

GRAND DÉBAT NATIONAL  
COMMISSION DE QUARTIER LONJOIES – VALLÉE MOUTON

Réunion publique du 19 février 2019

Animatrices (élues) : Michelle MINOT et Louissette BIGET  
Rapporteurs (élus) : Hervé PIQUION et Bernard PETERLONGO

**RAPPORT DES DÉBATS**

Lecture est donnée de la charte et de l'organisation du débat. Chaque thème est introduit par un animateur en déclinant les questions qui lui sont attachées. Les rapporteurs n'interviennent pas dans le débat.

## I/ LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### 1.1 Alimentation

- **Accord international de commerce avec le CANADA (CETA).** Cet accord permet l'entrée en France d'aliments de moindre qualité (viandes OGM, poulets etc...).

*Proposition : agir au niveau européen pour protéger notre alimentation*

- **Conditionnement (emballages)**

*Proposition : Réduire dans l'industrie alimentaire le conditionnement par emballage*

### 1.2 Circulation, transports, déplacements

- **Circulation des camions traversant le territoire français .** Cette circulation de l'Europe du Nord vers celle du Sud crée beaucoup de nuisances environnementales et de problèmes de sécurité routière.

*1<sup>ère</sup> proposition : créer des autoroutes ferroviaires (transport du frêt par le rail)*

*2<sup>ème</sup> proposition : mettre en place l'eco-taxe*

- **Remplacement des voitures polluantes.** Ce remplacement est difficile pour les familles, il aggraverait lourdement leur situation. Ce problème touche aussi les classes moyennes, qui ne perçoivent aucune aide. Par ailleurs, les procédures administratives sont complexes et lourdes.

*Propositions : rendre les aides plus accessibles (conditions d'attribution à ouvrir aux classes moyennes, procédures administratives à simplifier)*

- **Véhicules électriques** : des difficultés de rechargement des batteries; option coûteuse; débat autour du recyclage des batteries, dont le développement semble désormais possible.
- **Question des mobilités alternatives à la voiture individuelle**  
co-voiturage, difficile particulièrement en secteur rural; débat sur les modes de déplacements alternatifs à diversifier et à développer  
*Propositions : repenser nos façons de nous déplacer (vélo à développer, pistes cyclables avec une sécurisation nécessaire, faire de l'éducation au respect du cycliste, développer les dispositifs de vélos en libre-service...)*
- **Circulation aérienne**  
*Proposition : limiter les déplacements intérieurs par avion (estimés très polluants)*

### 1.3 Pollution

*Proposition : Créer une journée nationale citoyenne pour nettoyer la nature*

### 1.4 Autres questions environnementales

- **Problématique des personnes électrosensibles.** Le rapport de l'ANSES du 27 mars 2018 est cité. Ce dernier reconnaît la gêne occasionnée par les ondes électromagnétiques et recommande de protéger les personnes concernées.  
*Proposition : prendre en compte les recommandations de l'ANSES et donner la possibilité aux personnes concernées de vivre dans des zones non équipées (zones blanches).*
- **Liens entre le niveau global (la planète) et le niveau local**  
Les problèmes écologiques sont perçus comme planétaires, résultant des liens entre l'économie et le politique, influencés par les groupes de pression (lobys) : les initiatives locales seraient donc peu de chose.

## II/ FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

### 2.1 L'assujettissement à l'impôt

- **Débat nourri sur ce thème, avec l'idée qu'il est normal de payer des impôts** et que tous les Français devraient y être soumis, pas seulement la moitié. Il serait par ailleurs utile de mieux informer les contribuables du coût des services publics apportés. Enfin, la crainte d'une mauvaise utilisation des impôts est évoquée, en l'absence d'une information suffisante : un effort de transparence sur l'utilisation des impôts est demandé. Des propositions diverses d'aménagement sont faites :

- Proposition 1 : assujettir tout le monde à l'impôt sur le revenu, quel que soit le niveau de revenu
  - Proposition 2 : par soucis de transparence, contraindre à déclarer toutes les ressources, revenus du travail, retraites, revenus fonciers, prestations sociales et familiales, revenus du capital, sans nécessairement les assujettir toutes à l'impôt (prestations sociales et familiales notamment)
  - Proposition 3 : informer les contribuables de la destination des impôts et du coût des services publics apportés
- **TVA**: impôt à gros rendement qui concerne toute la population et la touche donc fortement, en particulier les personnes à faible revenu. **Débat sur le fort intérêt d'en exonérer les produits de 1ère nécessité de qualité et d'en moduler le taux**, notamment pour protéger les producteurs locaux. Les contraintes européennes sont invoquées comme des freins probables. L'idée d'une responsabilité finale du consommateur citoyen est aussi avancée.

*Proposition 1 : procéder à une baisse générale de la TVA.*

*Proposition 2 : exonérer de TVA les produits de 1ère nécessité de qualité.*

- **Taxe foncière** : le débat porte sur l'ancienneté des valeurs cadastrales des propriétés bâties (1973 avec depuis peu un taux d'actualisation) et sur la complexité de la détermination de l'impôt, qui n'est pas commodément lisible.

*Proposition : revoir l'assiette de la taxe foncière.*

## 2.2 Salaires, justice sociale, pouvoir d'achat

- Le débat porte ici sur un **effort nécessaire de redistribution des fruits de la croissance et des bénéfices des entreprises en direction des salariés**, à commencer par les salaires les moins élevés et parmi eux les salaires qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un coup de pouce du Gouvernement, soit 2,5 millions de salariés percevant un salaire compris entre 1200 € et 1350 € mensuels bruts.  
**Une proposition serait de leur accorder une augmentation de salaire de 100 € par mois.** Son coût est évalué à 3,5 milliards d'€. **Comment financer cette mesure ?** Les gisements proposés sont multiples : produit de l'ISF à rétablir (5 milliards d'€); dividendes 2018 versés par les entreprises du CAC40 à leurs actionnaires (44 milliards d'€); produits de l'évasion fiscale (3500 milliards d'€ rien qu'aux Pays Bas); produits de la taxe carbone à appliquer non pas aux salariés qui se rendent à leur travail, mais aux entreprises qui augmentent leurs émissions carbone de 5%/an ; récupération de l'imposition engagée auprès des multinationales ne payant pas d'impôts en France, sur les bénéfices qu'elles font en France.
- **Au delà** d'une telle mesure financée par l'impôt, **c'est à une augmentation globale des salaires qu'il faut inviter, dans le cadre du dialogue social**, appelant les entreprises à redistribuer régulièrement aux salariés une part des produits de leur travail.

*Proposition 1 : accorder aux salariés disposant d'un salaire compris entre 1200 € et 1350 € bruts mensuels, une augmentation de 100 € bruts mensuels; d'un coût global de 3,5 Milliards d'€, son financement par l'impôt est une décision politique, les gisements de ressources nécessaires étant multiples.*

*Proposition 2 : contraindre les partenaires sociaux à reprendre une négociation, à échéance régulière, sur une évolution globale des salaires.*

## 2.3 Divers

- Proposition de faire contribuer les assurances et les banques pour financer le soutien aux personnes à faible revenu
- Interrogation : comment financer la dépendance des personnes âgées ? Par la création d'un 5ème risque ? Ou en est-on ?
- Prime d'activité : attention, les personnes disposant d'un salaire mensuel donnant droit à la prime d'activité, peuvent en perdre le bénéfice, quand elles disposent par ailleurs de primes (hors salaire)

## III/ DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

### 3.1 Institutions

- **Les participants évoquent le fait qu'ils ne connaissent pas suffisamment le fonctionnement des institutions.**

*Propositions :*

- *Mettre en place une instruction civique obligatoire par le biais de l'éducation dans les écoles, collèges et lycées.*
- *S'appuyer sur le réseau associatif français afin de créer des clubs citoyens pour adultes, animés par des bénévoles et qui permettraient par exemple des visites (tribunaux, assemblées, collectivités locales...).*
- **Le débat met en lumière l'importance du rôle de proximité des maires comme lien direct entre la population et les institutions. « Il faut les entendre ».**

### 3.2 Nombre d'élus et cumuls des mandats

La limitation du nombre d'élus est à pondérer au regard des exigences qu'impliquent la fonction et des territoires couverts.

*Proposition : Afin de rétablir le lien nécessaire entre les niveaux locaux et nationaux, il convient de permettre le cumul des mandats avec de nouvelles règles.*

« Il faut supprimer quelque chose ». Le Sénat est évoqué et son rôle avec les élus locaux souligné.

Des explications sont apportées aux participants concernant leur mode électoral et leurs missions dans les institutions.

### 3.3 Quelles évolutions pour le vote ?

- **Proposition concernant le vote blanc** : pour les modes de scrutins où cela est possible, il faut reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé.
- **Proposition concernant le vote obligatoire** : les participants sont favorables à rendre le vote obligatoire mais soulignent parallèlement l'importance de disposer d'un système de procuration plus simple.

### 3.4 Referendum et participation citoyenne

**Un consensus est atteint sur le fait de préférer de nouvelles formes de participation citoyenne plutôt que de faire appel à des référendums « plébiscites ».** En effet, il est parfois difficile de répondre par simplement « OUI » ou « NON » à une question complexe.

### 3.5 Immigration

**Un accueil digne des migrants est jugé indispensable pour notre pays.** Il faut « donner leur chance aux jeunes étrangers en facilitant leurs démarches et l'obtention des titres de séjours pour qu'ils aient accès à un emploi ainsi qu'à un logement ».

*Propositions :*

- *Faciliter l'obtention de papiers provisoires des personnes accueillies qui sont nécessaires pour leur séjour et leur recherche d'emploi.*
- *Permettre l'apprentissage de la langue française et l'accès à la formation.*

**Le débat concernant la mise en place de quotas d'immigration n'a pas porté à un consensus.**

### 3.6 Laïcité et valeurs de la République

La valeur citoyenne fondamentale retenue lors des échanges est l'exemplarité.

La loi de 1905 constitue un bon cadre et est bien acceptée de la population.

*Proposition : Appliquer pleinement la loi 1905.*

## **IV/ ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES**

### **4.1 Information et clarification**

Il ressort un besoin de simplifier, de clarifier et d'expliquer les démarches administratives et le fonctionnement des collectivités. Il faut exposer aux citoyens les compétences de chacune des administrations. L'organisation manque de clarté et de transparence, notamment sur les dépenses publiques au regard du grand public.

*Propositions :*

- *Informer la population sur le rôle de chaque administration, son organisation et les coûts des services publics*
- *Réaliser un audit national régulier*

### **4.2 Alléger le millefeuille institutionnel**

Sur la question du millefeuille, l'idée ne serait pas de supprimer des institutions afin de réduire les étages mais de simplifier leur fonctionnement et de réaliser des audits réguliers.

### **4.3 Présence des services publics**

Les participants expriment une certaine contradiction au regard des institutions publiques. D'un côté il est considéré que le pays est suradministré et de l'autre, force est de constater que le désert administratif s'étend sur les petites communes, isolant ainsi les habitants ruraux de l'administration à laquelle ils restent quand même attachés.

*Proposition : Rechercher le bon compromis entre l'équipement du territoire et la couverture publique.*

### **4.4 Accès au monde numérique**

L'intérêt général doit rester le moteur de l'action publique ; le numérique ne doit pas s'en écarter.